

8 novembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclarations de MM. François Hollande, Président de la République, et Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, sur l'aide à l'Afrique notamment aux pays du Sahel, à Paris le 8 novembre 2013.

M. Jim Yong KIM - M. le président de la République, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi et pour le groupe de la Banque mondiale d'accueillir le président de la République dans notre bureau de Paris ce matin.

Je souhaiterais d'abord exprimé mes sincères condoléances aux familles de Ghislaine DUPONT et Claude VERLON, les deux journalistes de RFI, tués au Mali la semaine dernière.

J'aimerais également faire part de ma solidarité et de mon respect envers tous les journalistes qui risquent leur vie chaque jour dans le but de donner une voix à ceux qui sans leur travail ne pourraient pas être entendus.

L'émotion que j'ai vécue lors de ma rencontre avec les militaires français a été particulièrement forte, car au prix de leur vie, ils ont participé à la libération de cette partie Nord du Mali que j'ai eu à visiter.

Les relations entre la France et la Banque mondiale date de plus de 60 ans. Vous avez été un des pays fondateurs de notre institution, qui en 1947 a bénéficié du premier prêt de la Banque mondiale.

Il s'agissait de l'après-guerre, dans la reconstruction de votre pays.

C'est aujourd'hui, la première fois que nous avons le privilège d'accueillir le chef de l'Etat français.

Monsieur le président, votre appui de longue date à la sous-région, est une source d'inspiration et de motivation.

Les interventions pertinentes de vos représentants au sein de notre institution, nous ont également permis de mieux saisir le lien étroit entre sécurité et développement.

Ce voyage m'a permis de mieux appréhender les défis auxquels font face les populations et dirigeants du Sahel et d'être encore plus convaincu que travailler ensemble, nous pouvons apporter des solutions durables aux problèmes que vivent les populations.

Je retourne à Washington avec un fort sentiment d'espoir et d'optimisme.

Si vous le permettez, je souhaiterais maintenant m'adresser à vous en anglais. ()

Merci M. le président, merci pour tout ce que vous avez fait pour la population du Sahel.

LE PRESIDENT Monsieur le président de la Banque mondiale, Mesdames, Messieurs,

Je remercie d'abord, le président KIM pour son accueil. C'est la première fois que le président de la République française vient dans les locaux de la Banque mondiale à Paris.

Pourtant, ce n'était pas le déplacement le plus lointain qu'il était possible de faire, ni le plus onéreux. Donc, j'ai voulu atteindre cet objectif le plus rapidement possible.

Mais si je suis ici avec les ministres qui m'accompagnent, c'est parce que j'attache un grand prix à l'action de la Banque mondiale, à ses modalités d'intervention et à sa volonté d'assurer le développement dans les régions qui sont parmi les plus pauvres du monde.

Aujourd'hui, c'est du Sahel qu'il s'agit. Le Sahel, nous en parlions à juste raison pour sa sécurité.

Le Sahel. c'est notamment le Mali où la France est intervenue au nom de la communauté

Le Sahel, c'est notamment le Mali et la France est intervenue au nom de la communauté internationale pour permettre à ce pays de retrouver son intégrité territoriale. Le Sahel est encore frappé par des actions terroristes et je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir évoqué l'assassinat des deux journalistes français.

Mais je n'oublie pas non plus qu'il y a eu au Niger, hélas, la découverte terrible de plusieurs dizaines de migrants morts dans des conditions effroyables.

Si nous voulons sortir le Sahel de ce qu'est aujourd'hui le sous-développement mais aussi éradiquer les trafics, trafic de drogue, trafic d'armes, trafic d'êtres humains, nous devons mener une véritable politique multilatérale de développement pour cette région de l'Afrique.

C'est ce que vous avez engagé avec notre plein soutien. La Banque mondiale a en effet décidé d'accorder sur deux ans un milliard et demi de dollars pour des projets régionaux concernant les six pays de la zone Sahel : le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Mauritanie et le Tchad.

Ces projets, s'ils sont menés à bien, permettront de conforter des infrastructures, d'en créer, de régler les questions d'accès à l'eau, à l'alimentation, à la santé. De permettre donc, aux populations qui vivent au Sahel de retrouver confiance et espoir.

C'est à la fois un objectif de justice, un objectif de développement économique mais aussi un objectif de sécurité. Je ne détache pas un objectif par rapport aux deux autres.

Au mois de décembre, la France réunira l'ensemble des chefs d'État africains pour une réunion qui portera sur trois sujets.

Le premier, c'est la sécurité. Comment faire en sorte que les Africains puissent assurer eux-mêmes leur propre défense face notamment au terrorisme à travers des forces régionales qui pourront être accompagnées, encadrées. C'est la responsabilité et de la communauté internationale, c'est pourquoi le Secrétaire général de l'ONU BAN Ki-Moon sera présent, et de l'Europe, qui sera représentée et par M. BARROSO et par M. VAN ROMPUY.

La deuxième dimension, c'est de lutter contre le réchauffement climatique qui touche aussi, et même surtout, les zones qui peuvent être considérées comme désertiques et dont nous voyons très bien comment elles peuvent se dégrader encore davantage s'il n'y a pas une action vigoureuse à l'échelle internationale.

C'est aussi une responsabilité pour la France puisqu'elle accueillera en 2015 la Conférence sur le climat. Nous entrons donc dans ce processus dès la conférence du mois de décembre avec les chefs d'État africains.

Enfin, la troisième dimension, c'est le développement. Le développement à travers des projets qui, on le voit ici pour le Sahel, grâce à la Banque mondiale, peuvent toucher des secteurs comme l'énergie, l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé.

Nous avons besoin du soutien des grandes institutions, la Banque mondiale, de la mobilisation de l'Europe, ce qu'elle a fait et notamment pour le Mali et la France y prendra aussi sa part.

Je précise que le montant de l'aide française pour le Sahel, à travers l'Agence française de développement, atteint plus de 900 millions d'euros. Pour le seul Mali, nous nous sommes engagés à fournir sur deux ans un effort de 280 millions d'euros, notamment pour l'alimentation et la santé.

La Banque mondiale, comme la France d'ailleurs, a des exigences. Les soutiens que nous pouvons apporter, les projets que nous pouvons contribuer à financer, doivent donner toutes les conditions de la transparence et de la bonne gouvernance.

Ce n'est pas une règle pour gêner les États que nous soutenons. Au contraire, c'est un levier pour leur propre développement.

Je veux aussi saluer la responsabilité des chefs d'État africains et notamment de la zone Sahel où des élections ont été organisées, encore récemment au Mali, bientôt des élections législatives, car la démocratie va également de pair avec le développement.

L'action que nous menons pour la sécurité et le développement vise à conforter la démocratie.

Tel est le sens de ma présence ici, de ma reconnaissance à l'égard de l'action de la Banque mondiale. Le milliard d'euro qui a été annoncé par le Président KIM est véritablement une bonne nouvelle pour la région et je pense qu'elle saura bien utiliser ces fonds.

Dans quelques minutes, je vais accueillir à l'Elysée le Président KIM, la directrice du Fonds monétaire international mais également le directeur de l'OMC, le secrétaire général de l'OCDE et nous allons évoquer les perspectives économiques et notamment la situation de la France. Je confirmerai la stratégie qui est la nôtre, le cap qui est le mien. Il repose sur trois principes. Le premier, c'est de faire autant d'économies budgétaires qu'il est possible de réaliser sans mettre en cause les services publics et le modèle social français pour réduire nos déficits. Le second principe, c'est d'améliorer la compétitivité de l'économie française pour retrouver le plus haut niveau de croissance. Le troisième principe, c'est de lutter contre le chômage en mobilisant tous les dispositifs, tous les acteurs, privés comme publics. Cette politique qui repose sur des réformes qui ont déjà été engagées, qui se poursuivront est la seule qui permette d'assurer la crédibilité -et on peut la mesurer à travers le faible niveau des taux d'intérêts sur les marchés- et d'assurer la cohésion nationale et sociale. Voilà ce que je voulais dire à l'occasion de votre venue et de ma venue ici chez vous et de votre venue à l'Elysée.

Merci.